

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/C/22
G/SG/N/13/BRA/2
3 octobre 2002
(02-5309)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

NOTIFICATION, PRÉSENTÉE AU TITRE DE L'ARTICLE 12:5 DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES, DES RÉSULTATS DU RÉEXAMEN DE MILIEU DE PÉRIODE D'APPLICATION VISÉ À L'ARTICLE 7:4

BRÉSIL

La Mission permanente du Brésil a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 25 septembre 2002.

La Mission permanente du Brésil auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève présente ses compliments au Secrétariat de l'OMC et, en sa qualité de coordinateur *pro tempore* du MERCOSUR, a l'honneur de notifier au Conseil du commerce des marchandises les résultats du réexamen de milieu de période d'application suite à la prorogation de la mesure de sauvegarde appliquée aux importations de jouets. La mesure est effective sur le territoire douanier du Brésil. La présente notification est présentée conformément au "Règlement relatif à l'application de mesures de sauvegarde aux importations en provenance de pays non membres du MERCOSUR" et aux articles 12:5 et 7:4 de l'Accord sur les sauvegardes.

La présente notification est présentée conformément au paragraphe 5 de l'article 12, qui dispose que les réexamens de milieu de période d'application, effectués conformément au paragraphe 4 de l'article 7, seront notifiés au Conseil du commerce des marchandises. Elle suit le modèle prévu par le document G/SG/W/1 du Comité des sauvegardes.

1. Indiquer la mesure et le produit visé par la mesure pour lesquels le réexamen de milieu de période d'application a été effectué et indiquer la référence du document de l'OMC notifiant la mesure de sauvegarde visée par le réexamen

Le réexamen de milieu de période d'application visé concerne la prorogation de la mesure de sauvegarde appliquée aux importations de jouets, qui relèvent des positions tarifaires de la Nomenclature commune du MERCOSUR ci-après: 9501.00.00/9502.10.10/9502.10.90/9502.91.00/9502.99.00/9503.10.00/9503.20.00/9503.30.00/9503.41.00/9503.49.00/9503.50.00/9503.60.00/9503.70.00/9503.80.10/9503.80.90/9503.90.10/9503.90.90/9504.10.10/9504.10.91/9504.10.99.

La prorogation de la mesure de sauvegarde a été établie sous la forme d'un droit d'importation "*ad valorem*" s'ajoutant au Tarif extérieur commun, conformément au calendrier suivant:

PÉRIODE	DROIT AD VALOREM ADDITIONNEL
01/01/2000-31/12/2000	14%
01/01/2001-31/12/2001	13%
01/01/2002-21/12/2002	12%
01/01/2003-31/12/2003	11%

La prorogation de la mesure de sauvegarde a été notifiée à l'OMC sous couvert du document G/SG/N/8/BRA/2, daté du 2 décembre 1999.

2. Indiquer les dates du début et de la fin du réexamen

Le réexamen a débuté en mars 2002 et a pris fin en août de la même année.

3. Décrire les résultats du réexamen, en indiquant de manière assez détaillée sur quelle base ces résultats ont été obtenus

Afin de réexaminer la situation de la branche de production nationale après la prorogation de la mesure de sauvegarde, l'analyse effectuée par les autorités compétentes a principalement porté sur les données concernant la période allant de janvier 1999 à décembre 2001.

Cette analyse a montré en 2001, par rapport à 1999, une augmentation en volume et une diminution en valeur des importations (ce qui prouve que ce sont des marchandises d'une valeur unitaire moindre qui ont été achetées); un accroissement des exportations, tant en volume qu'en valeur; une baisse du rapport entre les importations et la production; une baisse des stocks; une hausse des recettes d'exploitation nettes; une augmentation du bénéfice net; un accroissement de la marge nette et de la marge d'exploitation.

Parallèlement, il y a également eu une baisse de la production, tant en volume qu'en valeur; une augmentation des ventes intérieures en volume et une diminution en valeur; une baisse du nombre d'employés (tant en termes absolus qu'en termes d'emplois liés à la production); une baisse de la marge brute et de la marge d'exploitation hors résultats financiers; une diminution du taux de

liquidité en cours et une baisse du prix moyen pratiqué par la branche de production nationale sur le marché intérieur.

Au cours de la période analysée, soit de 1999 à 2001, les chiffres concernant la branche de production nationale ont été les suivants:

- baisse de 12,6 pour cent du rapport entre la valeur des importations (hors importations en provenance d'autres pays du MERCOSUR) et la valeur de la production nationale;
- augmentation de 9,9 pour cent des quantités vendues sur le marché intérieur par la branche de production nationale;
- baisse de 28,6 pour cent des bénéfices de la branche de production nationale sur le marché intérieur;
- baisse de 6,3 pour cent de la part de la branche de production nationale dans la consommation apparente;
- baisse de 8,1 pour cent de la production de la branche de production nationale en volume et de 40 pour cent en valeur;
- augmentation de 6,3 pour cent des exportations en volume, et de 15,4 pour cent en valeur;
- baisse de 25,1 pour cent du niveau des stocks;
- baisse de 5,8 pour cent du nombre total d'employés et de 7 pour cent du nombre d'employés liés à la production;
- baisse du prix moyen pratiqué par la branche de production nationale sur le marché intérieur;
- augmentation de 25,7 pour cent des recettes d'exploitation nettes;
- augmentation de 238,3 pour cent du bénéfice net;
- augmentation des marges d'exploitation (3,0 pour cent) et des marges nettes (8,8 pour cent);
- baisse de la marge brute (10,6 pour cent) et de la marge d'exploitation (1,6 pour cent) hors résultats financiers;
- baisse de 10,5 pour cent du taux de liquidité en cours;
- le taux d'endettement général de la branche de production est demeuré constant (à environ 0,81 pour cent). L'endettement a enregistré une augmentation de 9,5 pour cent sur le court terme et une diminution de 10,5 pour cent sur le long terme.

En ce qui concerne la consommation apparente, il est à noter que la baisse de 17,8 pour cent de la part de la branche de production nationale a été causée par l'augmentation de 19,7 pour cent de la part des producteurs nationaux qui n'étaient initialement pas considérés comme faisant partie de la

branche de production nationale, ce qui montre que la mesure de sauvegarde est non seulement essentielle pour éviter l'accroissement des importations (qui ont en fait diminué en valeur), mais aussi pour dynamiser la croissance d'autres entreprises du secteur.

Il existe un autre élément pertinent qu'il faut mentionner, à savoir l'évolution des prix pratiqués par la branche de production nationale. Le prix moyen tend à baisser sur le marché intérieur, selon l'indice IPB/FIPE (indice des prix du secteur des jouets de la Fondation Institut de recherches économiques), comme l'a indiqué la branche de production nationale.

Le suivi du plan d'ajustement de la branche de production montre qu'il est bien mis en œuvre, notamment en ce qui concerne l'investissement dans les capacités de production, le lancement de nouveaux produits, la formation des employés et les campagnes de promotion commerciale, éléments essentiels pour réussir dans un environnement concurrentiel.

Conclusions

L'analyse de l'évolution des importations et de la situation de la branche de production nationale, telles que décrites précédemment, révèle ce qui suit:

Malgré les signes de reprise de la branche de production nationale et les efforts concluants qu'elle a déployés pour respecter ses engagements, la mesure de sauvegarde demeure nécessaire pour permettre au secteur de poursuivre son redressement.

À la lumière des résultats du réexamen de milieu de période d'application, le rythme de libéralisation de la mesure de sauvegarde ne sera pas accéléré.
